



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**

Service Santé Protection Animale et Environnement

Amiens, le 18 mars 2022

L'inspection des installations classées
à

Communauté de commune d'Amiens
Métropole

Direction générale Aménagement du Territoire
Direction Maîtrise d'Ouvrage, urbanisme et
Construction

Place de l'Hôtel de Ville

BP 2770

80 027 AMIENS Cedex 1

Objet : Demande de compléments pour un dossier d'autorisation environnementale

Réf. : 2022-00844

Affaire suivi par : Annick AGOUZÉ

PJ : Relevé des insuffisances

Monsieur le Président,

Vous avez déposé le 26 novembre 2021 par téléprocédure un dossier de demande d'autorisation environnementale pour le Parc Zoologique d'Amiens Métropole.

Ce projet est soumis à la nomenclature des Installations Classées et de la Loi sur l'Eau.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à ce stade de l'instruction et suite à l'examen préalable du dossier par l'ensemble des services instructeurs concernés par votre demande, celui-ci ne comporte pas l'ensemble des pièces et informations requises par la réglementation.

Un relevé des insuffisances est joint à ce courrier.

Je vous demande de bien vouloir compléter votre demande dans un délai de 3 mois. A l'instar du dépôt de la demande initiale, les compléments devront être déposés au moyen du téléservice disponible sur <http://www.service-public.fr>.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait qu'en application de l'article R181-17 du Code de l'environnement, la durée de l'examen préalable de votre dossier est de 4 mois à compter de la date de l'accusé de réception de votre dossier en préfecture et que cette durée d'examen est suspendue à compter de la date de la présente demande jusqu'à la réception des compléments en préfecture.

Un nouvel examen de votre demande sera réalisé au vu des compléments qui seront transmis afin de statuer sur la complétude et la régularité du dossier et des éventuels avis des services consultés non reçus à ce jour.

Enfin, je vous rappelle que conformément à l'article R 181-34 du Code de l'Environnement, à la fin de l'examen préalable, la Préfète est tenue de rejeter la demande d'autorisation environnementale :

- lorsque, malgré la ou les demandes de régularisation qui vous ont été adressées, le dossier est demeuré incomplet ou irrégulier ;
- lorsque l'avis de l'une des autorités ou de l'un des organismes consultés auquel il est fait obligation au préfet de se conformer est défavorable ;
- lorsqu'il s'avère que l'autorisation ne peut être accordée dans le respect des dispositions de l'article L. 181-3 ou sans méconnaître les règles, mentionnées à l'article L. 181-4, qui lui sont applicables.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

L'inspectrice de l'environnement
Spécialité Installations classées



Annick AGOUZE

La Directrice départementale
de la protection des populations



Bénédicte SCHMITZ

Copie à : Préfecture de la Somme

ANNEXE : DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE – PARC ZOOLOGIQUE D'AMIENS METROPOLE

RELEVÉ DES INSUFFISANCES

*Services et organismes ayant émis un avis sur le dossier déposé : DDTM 80, SDIS80
Service en attente d'avis : ARS HAUTS-DE-FRANCE*

Description du projet

La surface totale des parcelles cadastrées concernées par le projet, déclarée n'est pas identique : dans le texte (71994 m²), dans les tableaux (73834 m²) et dans le paragraphe 2 – caractéristique (somme des surfaces citées = 65993 m²). Cette information doit être corrigée.

Il est annoncé que la construction de la serre tropicale a été reportée en 2026. Sa description n'étant pas faite dans ce dossier de demande d'autorisation, elle devra faire l'objet d'une demande spécifique avant sa construction.

Certaines annexes mentionnées à la fin du dossier complet sont absentes : Rapport d'analyse SSP Burgeap, Rapport de bruit, Règlement intérieur du zoologique, liste des extincteurs, Rapport d'analyse d'eau, Expertise écologique de site Picardie poids lourd.

Des annexes citées dans le texte sont inexistantes (pas identifiées). Des références mises entre parenthèses ne sont pas fournies.

Urbanisme et Maîtrise foncière

Le justificatif de maîtrise foncière fourni ne porte pas sur pas l'ensemble des parcelles du projet.

Le dossier doit comporter le récépissé de dépôt du permis de construire et, le cas échéant, la copie intégrale de l'arrêté accordant le permis de construire.

Capacités techniques et financières

L'article D181-1-2 du code de l'environnement mentionne « 3° Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation ; ».

Le tableau 5 n'est qu'une présentation du bilan financier. Le dossier doit justifier des capacités financières. Les documents suivants (non exhaustifs) peuvent être fournis : les éléments financiers dont dispose la société exploitante, le montant des investissements à réaliser, le tableau des résultats et de l'endettement prévisionnel sur une durée cohérente avec les emprunts.

Je vous informe que ces éléments ne portent pas de caractère confidentiel.

Rubriques de la nomenclature

Plusieurs rubriques de la nomenclature ICPE sont manquantes, 1173, 2171 par exemples. L'ensemble des rubriques concernées doit être précisé même si par les seuils l'élément peut être non classé : Stockages de divers produits chimiques, fioul, de fumier, de fourrage, de cadavres, réfrigération/congélation...

Justification du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel

Un justificatif clair et détaillé en réponse aux prescriptions de chaque article doit être présenté. Les informations portées dans le tableau ne permettent pas toujours de justifier le respect des prescriptions des articles en question (éléments insuffisants ou injustifiés).

Liste non exhaustive des insuffisances :

- Article 1 : Cet article doit être justifié.
- Article 2 : La prévention des perturbations aux animaux par la présence de la clôture n'a pas été justifiée.
- Article 3 : La formation du personnel doit être complétée par la description des formations reçues. Les certificats de capacité doivent être fournis. De même que la sollicitation ou non de services de toutes personnes ou organisations extérieures au parc zoologique
- Article 4 : Les certificats de capacité du personnel concerné doivent être fournis afin de justifier des compétences disponibles pour la couverture de l'ensemble des espèces demandées. Les pouvoirs de décision et le degré d'autonomie des titulaires de certificat de capacité doivent être justifiés par une fiche de poste ou toute autre description.
- Article 5 : La manière de procéder pour s'assurer du respect du règlement intérieur et du règlement de service doit être expliquée.
- Article 6 : L'étude des dangers doit inclure l'analyse de risque (sécurité et santé des personnes) du fait des animaux d'espèces considérées comme dangereuses. Les exigences ne sont donc pas justifiées.
- Article 7 : Les exigences ne sont pas correctement justifiées. Un plan de secours figure en annexe du dossier avec différents scénarii mais les missions et responsabilités des personnels sont peu précises et doivent donc être détaillées. 2 personnes sont mentionnées dans listes d'astreinte mais ne figurent pas dans l'organigramme : Michael SORENSEN et Pascal LANOS (chef soigneur). L'organigramme du plan de secours est différent de celui fourni dans le dossier.
- Article 8 : La présentation des consignes au public dans lieux d'accès doit être décrite
- Article 9 : La procédure d'information du préfet de département en ce qui concerne les accidents et les situations impliquant des animaux ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes doit être présentée
- Article 11 : Il n'y a pas de justificatif de l'absence d'isolement les animaux vivants en groupe et du retrait de ceux constituant un danger pour le groupe.
- Article 12 : L'amélioration pertinente des conditions d'élevage adaptées aux besoins biologiques de chaque espèce doit être justifiée en tenant compte des installations ou l'espace offert aux animaux

et leurs aménagements, les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux, la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.

- Article 14 : La prise en compte de l'adaptation des animaux nouvellement arrivés doit être démontrée.

- Article 15 : L'article n'est pas correctement justifié pour l'ensemble des exigences. Cette justification doit concerner tous les animaux et non uniquement les otaries.

- Articles 17 à 22 : Les exigences des articles doivent être justifiées. Les informations fournies ne répondent pas aux attendus. Les informations fournies répondent parfois partiellement aux exigences.

- Article 25 : La mise à disposition du matériel de contention doit être décrite. La procédure de décision d'abattage d'un animal n'a pas été justifiée.

- Article 27 : Les justificatifs doivent porter sur les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements et sur les moyens mis en place pour limiter les interactions agressives.

- Article 30 : L'utilisation de certains critères ne permettent pas à eux seuls de justifier le respect des exigences, comme qualité irréprochable ou fréquence importantes, par exemple. Les justificatifs des installations permettant d'assurer l'intégrité des animaux, de prévenir les accidents, de disposer de lieux d'hébergement de secours en cas d'inondation doivent être apportés.

- Articles 31 et 32 : Les exigences doivent être justifiées, en particulier l'efficacité de l'enceinte et dispositifs/équipements dans l'enclos pour prévenir les fuites d'animaux, l'intégrité de la clôture et son entretien, utilisation d'une clôture électrique ou non? En complément ou en totalité ? Autorisation du préfet ou pas ?

- Article 34 : Les exigences doivent être plus précisément justifiées.

- Article 35 : La conduite en cas d'évasion des animaux existe. Mais il doit être prouvé que l'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux doit prévenir l'évasion des animaux

- Article 38 : Le respect des exigences concernant les conditions de visite et les dispositifs pour assurer la sécurité du public et l'accès éventuel aux clôtures électriques, doit être démontré.

- Article 39 : La circulation du public doit être justifiée conformément à l'annexe 2 de cet arrêté.

- Article 40 : Les conditions de contact possible du public avec les animaux doivent être présentées, de même que présence de dispositif de lavage des mains après contact avec animaux non domestiques, si cela est possible.

- Article 48 : Les règles d'hygiène pour les bassins doivent être justifiées.

- Article 50 : Une aire de lavage existe, mais n'est pas présentée sur un plan pour évaluer son éloignement des lieux d'hébergement des animaux, afin de justifier les exigences.

- Article 52 : Le Signalement morsure aux services médicaux compétents doit être justifié de même que la surveillance des animaux ayant causé des blessures (animaux mordeurs)

- Articles 53 et 54 : Les justificatifs de l'appartenance l'EAZA et de l'AFDPZ et l'adhésion aux programmes européens doivent être fournis pour justifier du respect des exigences en matière de conservation. La transmission au préfet du rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre doit être justifiée.

- Article 56 : Les exigences doivent être justifiées en ce qui concerne les cadavres d'animaux susceptibles de présenter un intérêt particulier pour la science.

- Articles 58 à 60, 63, 64 : Les exigences n'ont pas été précisément justifiées

- Article 65 : Les rejets d'eaux provenant des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté : les justificatifs doivent être apportés.
- Article 66 : Pas justifié : comment sera la fumière dans le projet : couverte ou benne ou les deux. Les exigences ne sont pas correctement justifiées, en particulier des précisions sur la fumière dans le nouveau projet et si l'épandage du fumier est prévu.
- Article 67 et 68 : Les exigences ne sont pas correctement justifiées

Etude d'incidence

➤ Décision de non soumission à l'étude d'impact

La décision de non soumission à l'étude d'impact fourni ne vise que la rubrique 39 du tableau annexé au R122-2 du code de l'environnement et ne mentionne aucune des rubriques ICPE aux quelles l'établissement est soumis.

Afin de justifier la réalisation d'une étude d'incidence, vous devez fournir une décision de dispense correspondant au projet actuel sur la base de la réglementation applicable à l'établissement à la date du dépôt du dossier de la demande d'autorisation environnementale.

➤ Résumé non technique

Le résumé non technique ne comporte pas tous les éléments figurant dans l'étude d'incidence. L'incidence sur les eaux d'usage figurant dans l'étude d'incidence ne figure pas dans le résumé non technique. L'étude d'incidence présente des manquements pour l'évaluation du niveau d'incidence et les mesures ERC proposées. L'absence d'incidence de certains critères, comme le climat et la topographie par exemple, n'a pas été justifiée pour démontrer la non mise en place de mesures correctrices.

➤ Compatibilité avec les documents de planification

Concernant les dispositions du STAGE Artois Picardie 2016-2021, le projet :

- doit répondre à l'Orientation B-3 : Inciter aux économies d'eau
- les propositions du projet ne répondent pas aux dispositions A-1.1 Adapter les rejets à l'objectif de bon état et A-2.1 Gérer les eaux pluviales. En effet le dossier ne fournit pas la connaissance de la charge en polluant des eaux rejetées ni de même que le débit des rejets dans le milieu naturel.

Concernant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Somme Aval et cours d'eau côtiers, le projet doit prendre en compte l'ensemble des rejets pour répondre à l'objectif de « Réduire à la source les pollutions diffuses pour améliorer la qualité des eaux et réduire les flux de pollution à la mer.

- Détermination des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes sur les intérêts mentionnés à l'article L181-3 eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement

Le niveau d'incidence est gradué de nulle, négligeable, faible, moyenne et positive. Certaines incidences passent de « positive » à « sans objet » après la proposition de mesures ERC. Cet état ne correspond à aucun niveau.

L'étude d'incidence n'est pas correctement justifiée pour certains points pour l'évaluation des mesures proposées. Ainsi l'incidence concernant les « sites et sols pollués » est considéré comme positive. Ce niveau d'incidence est identique avec les mesures ERC proposées, et les mesures compensatoires sont considérées « sans objet ». Pour les impacts résiduels ne donnant pas lieu à une compensation, il convient de justifier qu'une compensation n'est pas pertinente.

➤ Présenter les mesures ERC

L'absence de mesures ERC pour l'incidence inondation n'est pas justifié dans l'étude fournie.

Il est précisé que l'incidence sur le milieu naturel a été évaluée en phase travaux. Cet élément ne figure pas dans le résumé non technique.

Dans la présentation de l'état actuel du projet, il a été pris en compte les sites inscrits et les sites classés pour les enjeux liés au patrimoine et au paysage. Or l'étude d'incidence ne mentionne que les sites inscrits pour l'évaluation des incidences et des mesures compensatoires.

Les mesures ERC concernant les incidences sur le patrimoine et le paysage ne sont pas identiques dans le résumé non technique et l'étude d'incidence.

Les mesures ERC concernant l'air en phase d'exploitation ne sont pas présentées, bien que le paragraphe soit identifié comme tel. Il n'y a pas de mesures présentées dans le résumé non technique.

Les mesures ERC concernant le bruit ne permettent pas d'identifier la réduction ou la compensation apportée.

Le tableau de synthèse des incidences présente l'ensemble des « composantes de l'environnement » traité en phase travaux et en phase d'exploitation. Or dans le détail de l'étude d'incidence ces éléments n'ont pas tous été pris en compte (ou pas précisés) pour les deux phases, travaux et exploitation.

➤ Condition de remise en état

Les conditions de remise en état du site après exploitation ne figurent pas dans l'étude d'incidence.

➤ Risque sanitaire

Contrairement à l'affirmation dans le dossier, le parc zoologique d'Amiens est bien une installation industrielle. Mais l'évaluation du risque sanitaire n'est pas requise dans une étude d'incidence.

Etude de dangers

Le résumé non technique ne présente pas l'ensemble des informations contenues dans l'étude de dangers. Par exemple le paragraphe sur « les moyens de prévention, de protection et d'intervention » l'organisation de la sécurité au sein du zoo est mentionnée sans autre précision.

Les éléments retenus dans la description de l'état initial doivent être justifiés.

Le risque inondation doit être décrit pour son identification en tant que danger potentiel dans l'étude de dangers.

Deux paragraphes présentent les dangers (d'origine externe et interne). Le risque lié à certains dangers, est parfois présenté dans le même paragraphe, mais ce n'est pas le cas pour l'ensemble des dangers. Pour certains risques le lien n'est pas fait avec le danger retenu.

La description des dangers d'une part et séparée de la présentation des risques permettra d'évaluer aisément la prise en compte de l'ensemble des dangers et risques.

L'ensemble des dangers présentés dans l'étude de dangers ne figure pas dans le tableau d'analyse préliminaires des risques. Une description explicite de l'ensemble des dangers doit être effectuée.

Une référence renvoie à la liste des extincteurs en annexe 7, cependant l'annexe ne figure pas à la fin du de l'étude de dangers et n'est pas jointe au dossier.

Plans

Le plan d'ensemble fourni ne décrit que les réseaux. Des plans détaillés à l'échelle réglementaire décrivant le projet doivent être présentés.

Prélèvement, consommation et rejet des eaux

Les volumes d'eau prélevés, les quantités rejetées au regard des différentes activités, le débit de rejet ainsi que la charge des eaux rejetées n'ont pas été justifiées.

La qualité des eaux rejetées (pour les 3 sortes d'eaux rejetées) n'a pas été décrite afin de justifier le respect des prescriptions de l'arrêté du 02 février 1998 modifié

Concernant la gestion des eaux pluviales, le choix du rejet vers le milieu hydraulique superficiel dans la hiérarchisation des modes de gestion des eaux pluviales n'a pas été justifié.

Il est mentionné que les eaux pluviales seront ensuite rejetées dans le milieu naturel constitué de la basse Selle et la haute Selle. Le débit des rejets doit être précisé et justifié, de même que les emplacements des sept points de rejet prévus dans l'aménagement du parc zoologique qui doivent être présentés sur un plan.

L'arrêté d'autorisation devra préciser le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet : nom de la rivière ou du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique de rejet. Ce dernier doit être fourni.

Cessation d'activité :

Les dispositions réglementaires pour la cessation d'activité, articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6, sont bien celles des installations soumises au régime de l'autorisation et non celles des installations soumis à enregistrement.

Avis des services de l'État consultés

➤ Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Somme (DDTM)

La création d'une passerelle est indiquée au dossier. Il n'est pas précisé si ces travaux ne sont pas soumis à la loi sur l'eau. Ces derniers peuvent être réalisés si le recouvrement du cours d'eau est inférieur à 10 mètres afin de ne pas perturber la luminosité du cours d'eau et que les berges et le profil du cours d'eau ne soit pas modifiés. Les mesures de réduction d'incidences liées à la phase travaux du chantier évoquées dans le dossier doivent être mises en place.

Les bâtiments ont été démolis en 2017. Lors d'un échange en 2018 avec le pétitionnaire, le site avait donc été considéré comme d'aucun enjeu écologique. Le bureau de la police de l'eau avait conseillé de déposer aux services de la DDPP les résultats de l'inventaire, pour qu'ils soient pris en compte lors du dépôt de dossier alors que la nature aurait repris ses droits. Ainsi, nous n'attendons pas de nouveaux inventaires ni de dérogation espèces protégées.

Par contre, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévus au dossier doivent être mises en place, en complément des périodes sensibles d'avifaune à éviter (avril à juillet) et chiroptère en favorisant les travaux sur l'automne.

Des compléments concernant les travaux de création d'une passerelle sont donc attendus pour que la DDTM émette un avis complet sur ce dossier, ou à défaut des prescriptions concernant ces travaux devront être reprises dans le projet d'arrêté. Des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales et la biodiversité devront également être pris en compte.

➤ Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme (SDIS80) :

les prescriptions suivantes ont été présentées en complément des éléments du dossier :

- prévoir un dispositif d'accès simple, efficace et rapide au site et aux bâtiments ;
- disposer d'un plan de masse plastifié (format A0) à chaque entrée de l'établissement, utilisable par les sapeurs-pompiers. Ce plan comportera notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures et installation à risque, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits présents ;
- ne pas planter à proximité des voies engins des arbres qui pourraient avec le temps rendre difficile voire impossible, la progression des engins de secours ;
- prévoir un dispositif de coupure des différents fluides utilisés sur le site facilement accessible par les sapeurs-pompiers ;
- faire signaler sur les plans les coupures électriques et la coupure générale du site ;

- afficher les plans des zones de désenfumage près des commandes des cantons ;
- signaler à l'extérieur les portes des cellules où sont implantées les commandes de désenfumage et prévoir un dispositif d'ouverture depuis l'extérieur de celle-ci ;
- afficher de façon bien visible les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie et faire respecter ces interdictions ;
- interdire tout brûlage à l'air libre sur le site ;
- permettre l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence ;
- répartir judicieusement des extincteurs de nature et de capacité appropriée aux risques ;
- afficher bien en vue des consignes précises indiquant :
 - le matériel d'extinction et de secours qui se trouve dans le local ou à ses abords,
 - les procédures d'évacuation,
 - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers,
 - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.
- instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours ;
- prendre toute disposition pour éviter la pollution des eaux et des sols, soit par les produits stockés, soit par les eaux d'extinction ;
- signaler sur le plan les commandes manuelles des vannes d'isolement des eaux d'extinction si elles existent.